

COALITION

pour le contrôle des armes / for Gun Control

www.guncontrol.ca

Distribution immédiate

En dépit des risques pour la sécurité de la population, Stephen Harper veut obtenir la majorité pour que les Conservateurs puissent démanteler le registre des armes à feu

Toronto, Ontario, 10 septembre 2009 : À l'occasion d'une rencontre privée la semaine dernière à Sault Ste. Marie, le premier ministre Stephen Harper a indiqué à une troupe de supporteurs qu'il désire voir son gouvernement obtenir la majorité pour que les Conservateurs puissent mettre en œuvre leur plan pour affaiblir les mesures de contrôle des armes à feu, cela en dépit du risque pour la sécurité de la population et à l'encontre de l'opposition marquée de la police et des groupes militant en faveur de la sécurité publique. La police, les groupes de femmes et les experts en santé publique de partout au pays continuent à appuyer les mesures de contrôle sur les armes à feu pour atténuer le risque que des personnes dangereuses aient accès à des armes. Ces groupes s'opposent aussi explicitement à l'intention du gouvernement d'abolir l'enregistrement des carabines et des fusils du fait que, sans les renseignements sur les propriétaires des armes à feu et sur le type d'armes qu'ils possèdent, il n'existe aucun moyen de réduire l'utilisation à mauvais escient.

Les statistiques montrent qu'au Canada, les carabines et les fusils sont les armes les plus souvent utilisées dans les cas de suicide, d'homicide, dans les situations de violence domestique et de meurtre de policiers. Des armes détenues légalement sont souvent utilisées à mauvais escient par leur propriétaire ou détournées vers le marché noir. Bien que ce soit le plus souvent des armes de poing qui servent à proférer un crime en milieu urbain, les carabines et les fusils comptent pour plus du tiers des armes récupérées dans les grandes villes et ceux-ci surpassent du double le nombre d'armes de poing récupérées à la suite de crimes dans les villes plus petites telles que celles de la région de York, en Ontario, et de Surrey, en Colombie-Britannique. Depuis que des mesures de contrôle plus strictes sur les armes de poing et les carabines ont été imposées, le taux d'homicides, de suicides et de vols commis avec une arme a décliné. Même si l'on a investi beaucoup d'argent dans la mise sur pied du système d'attribution de permis aux propriétaires d'armes et d'enregistrement des armes à feu, la GRC estime que le démantèlement du registre n'économiserait que trois millions de dollars par année.

Selon Wendy Cukier, présidente de la Coalition pour le contrôle des armes, « Nous savons que les Conservateurs veulent à tout prix démanteler le registre. Voilà pourquoi ils ont trois projets de loi différents au parlement, ils ont reconduit l'amnistie protégeant les propriétaires ayant omis d'enregistrer leurs armes et le premier ministre a collaboré avec le lobby des armes pour mobiliser des supporteurs. Même si une minorité a fait entendre son point de vue pour s'opposer à la loi, il faut reconnaître que le registre a contribué à rendre le Canada plus sécuritaire. La police s'en sert des milliers de fois chaque jour et le nombre de décès par balle a chuté radicalement. Le premier ministre Harper essaie d'amadouer sa base d'électeurs, soit la partie rurale du Canada, tout en montrant un visage plus doux et docile aux électeurs des grandes villes, aux Québécois et aux femmes. Cela dit, le message est clair : si les Conservateurs obtiennent une majorité, nous perdrons les gains que nous avons acquis depuis le massacre de Polytechnique, voilà vingt ans. »

-30-

Harper a dit « *We are still you know we believe that you go after the people who use guns to commit crimes. We are still trying to get rid of that registry. We have the NDP, the Liberals and the Bloc stopping us from even having a vote on that issue in the House of Commons. We need to get a mandate so we can get that thing passed. (...)* »

<http://www.cbc.ca/mr13/8752/news/features/harper-sault-090909.wmv>